



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 25 septembre 2018

Note Cameroun

Crise du Cameroun anglophone

Table des matières

Introduction et critique des sources	5
1. Les Anglophones de la République du Cameroun	5
2. Emergence et multiplication des mouvements politiques anglophones.....	8
3. Des grèves de magistrats en 2016 au conflit armé en 2018	9
4. Acteurs du conflit en 2018	11
4.1. Autorités et forces de l'ordre camerounaises	11
4.2. Mouvements politiques anglophones, pacifiques ou armés	12
4.3. Prises de positions de la communauté internationale	14
5. Violations des droits humains.....	14
6. Personnes déplacées et réfugiées	16
6.1. Personnes déplacées dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest	16
6.2. Réfugiés au Nigeria	17
Annexe 1 : Vie quotidienne et situation sécuritaire en zone anglophone.....	19
<i>Phone-interview with an inhabitant of Bamenda, 03.08.2018</i>	<i>19</i>
<i>Phone-interview with an inhabitant of Buea, 03.08.2018.....</i>	<i>20</i>
Annexe 2 : Nombre de personnes déplacées par zone, mai 2018	22

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Comment et dans quel contexte la crise anglophone a-t-elle évolué entre 2016 et 2018 ?
- Qui sont les acteurs du conflit en 2018, et quels sont leurs objectifs ?
- Quelle est la situation des personnes déplacées et réfugiées ?
- Quelle est la situation sécuritaire et comment se présente la vie quotidienne en zone anglophone ?

Synthèse

Le français et l'anglais sont les deux langues officielles de la République du Cameroun. Une importante minorité francophone vit en zone anglophone, et inversement. Le taux de pauvreté d'une région et la langue qui y est majoritairement parlée ne montrent pas de corrélation. Des personnalités anglophones ont un accès direct au président de la République. Dans ses tribunaux, la zone francophone applique le droit français, et la zone anglophone la *Common Law*. Toutefois, des magistrats francophones ne maîtrisant pas la *Common Law* sont nommés en zone anglophone.

Un sentiment de discrimination existe dans la population anglophone : des mouvements politiques demandent ainsi le fédéralisme, d'autres l'indépendance territoriale. Une grève d'enseignants et de magistrats anglophones en octobre 2016 marque le début d'une mobilisation populaire sous forme de manifestations, « villes mortes » et boycotts. Le gouvernement camerounais y répond avant tout par la répression, et des groupes indépendantistes se radicalisent. A partir d'octobre 2017, la crise se mue en conflit armé de basse intensité.

Dans la région anglophone, la présence de l'armée augmente en 2017 : le gouvernement annonce que sa mobilisation a pour but de maintenir la paix sociale. Si des groupes indépendantistes continuent de prôner la mobilisation pacifique, d'autres ayant émergé en 2017 lancent des attaques contre les forces de l'ordre et les symboles du gouvernement national. Parmi ces combattants armés, certains ont pour objectif le contrôle territorial. Ils sont cependant faiblement armés, et à ce jour, restent retranchés en forêt, d'où ils planifient des attaques surprises.

Des membres et des sympathisants de groupes indépendantistes, ainsi que des assaillants non-identifiés, incendient des bâtiments publics, enlèvent des représentants du gouvernement camerounais et assassinent des agents des forces de sécurité. Des agents des forces de sécurité incendient des villages, pratiquent la torture et commettent des exécutions extrajudiciaires.

Les personnes déplacées internes dans les régions anglophones sont 160 000 selon les Nations Unies, mais 74 994 selon le gouvernement camerounais. Plus de 21 000 camerounais anglophones ont demandé l'asile au Nigeria, et les arrivées se poursuivent. En juin 2018, le gouvernement annonce un plan d'aide d'urgence pour les personnes déplacées internes. Quelques organisations humanitaires sont présentes en zone anglophone.

Bamenda et Buea, les deux plus grandes villes de la zone anglophone sont périodiquement soumises à des couvre-feux. Tous les lundis, à l'appel de militants indépendantistes, les commerces restent fermés et la circulation routière interrompue. Quelquefois, les habitants entendent des coups de feu. Les forces de sécurité maintiennent de nombreux points de contrôle (*check points*) d'identité. En général, les habitants poursuivent leur activité professionnelle, mais beaucoup d'écoles demeurent fermées.

Main findings

English and French are the two official languages of the Republic of Cameroon. A large French-speaking minority lives in the English-speaking region, and vice-versa. There is no correlation between the level of poverty of a region and the language spoken by the majority there. Some leading anglophones have direct access to the president. Courts in the French-speaking regions apply French law, whilst common law prevails in the English-speaking areas. However, French-speaking magistrates not acquainted with common law are also appointed to English-speaking regions.

There is a feeling of marginalisation within the English-speaking population: some political movements are therefore calling for decentralisation, others for independence. A strike by English-speaking teachers and magistrates in October 2016 marked the beginning of a mobilisation of the people in the form of demonstrations, 'ghost towns' protests and boycotts. The Cameroon government's response was primarily one of repression, and some secessionist groups became radicalised. Since October 2017, the crisis has turned into a low-intensity armed conflict.

Army presence increased in the English-speaking regions in 2017; the government has justified the mobilisation of troops with the need to maintain the social peace. While some pro-independence groups continue to advocate peaceful protest, others that emerged in 2017 are attacking police officers and symbols of central government. Some of these armed fighters are aiming for territorial control. However, they are poorly equipped and up to now remain hidden in the forests from where they plan surprise attacks.

Some members and sympathisers of pro-independence groups, as well as some unidentified assailants, have set fire to public buildings, kidnapped members of the Cameroon government and killed security force officers. Security forces have burned down villages, and carried out torture and extrajudicial killings.

According to the United Nations there are around 160,000 internally displaced persons in the English-speaking regions; the Cameroon government puts the figure at 74,994. More than 21,000 Anglophone Cameroonians have requested asylum in Nigeria, and more continue to arrive. In June 2018, the government announced an emergency aid programme for the internally displaced. A few humanitarian organisations are present in the English-speaking regions.

Bamenda and Buea, the two largest towns in the English-speaking region, are periodically subject to curfews. Every Monday, militant separatists call on shops to remain closed and road traffic is interrupted. Sometimes gunshots are heard. The security forces have set up several checkpoints. In general, the inhabitants can go about their work, but many schools remain closed.

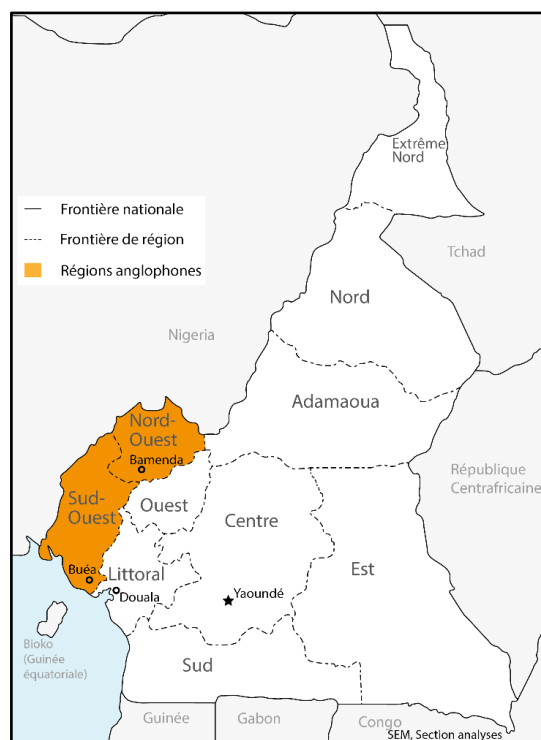
Introduction et critique des sources

Cette note se concentre sur la situation sécuritaire dans les régions majoritairement anglophones du Cameroun, depuis les grèves de magistrats et d'enseignants en 2016. Elle repose essentiellement sur quatre types de sources : des publications gouvernementales, des rapports d'organisations non-gouvernementales, des articles de presse et des entretiens oraux. Les documents gouvernementaux remplissent une fonction de communication, et se concentrent ainsi sur les progrès accomplis et les mesures prises. Des organisations non-gouvernementales, quant à elles, ont pour mandat de s'engager pour le respect des droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Certains articles de presse se basent sur des communiqués d'agences et leur source première n'apparaît pas clairement. Enfin, les deux habitants des régions anglophones interrogés s'expriment sur la cohabitation des groupes linguistiques et les incidences de la situation sécuritaire sur leurs activités quotidiennes. Ils sont connus de l'Analyse pays en tant qu'informateurs, mais ne se connaissent pas mutuellement. De par leur nombre, ils ne forment pas un échantillon représentatif.

1. Les Anglophones de la République du Cameroun

Près de 16 % des Camerounais — soit environ 3.5 millions de personnes — vivent dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest, qui forment la partie majoritairement anglophone du Cameroun et couvrent 9 % du territoire national.¹ Ces régions comportent une significative minorité francophone, représentée non seulement au sein des institutions gouvernementales, mais aussi parmi les agriculteurs et les petits commerçants, de même qu'à l'Université anglophone de Buea, établissement renommé dans l'ensemble du Cameroun.² Un habitant de Bamenda, capitale de la région Nord-Ouest, explique que son quartier est peuplé à parts égales d'Anglophones et de Francophones, et qu'ils ont des activités communes dans un climat social détendu.³ Inversement, dans la partie majoritairement francophone du Cameroun, près de 23 % des habitants de la région Littoral et 20 % de ceux de la région Ouest sont des locuteurs de l'anglais.⁴

Les données économiques rassemblées en 2014 par le Gouvernement camerounais ne révèlent pas de correspondance entre la langue d'une région et l'incidence de pauvreté. En effet, les deux régions anglophones se démarquent l'une de l'autre par leur taux d'incidence : 55 % des habitants de la région Nord-Ouest vivent en-dessous du seuil de pauvreté⁵, et seules les régions



Régions administratives du Cameroun

¹ Projections officielles pour 2015 de l'Institut national de la statistique du Cameroun, Yaoundé. Cité par : *Africa South of the Sahara 2018*. (Routledge, 2017), p. 213.

² Patrice Tanang Tchouala et Hervé Joël Efon Etinzoh, *Les dynamiques démologiques au Cameroun de 1960 à 2005*, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval (Québec, 2013), p. 90. / Entretien téléphonique avec un habitant de Buea, 03.08.2018.

³ Entretien téléphonique avec un habitant de Bamenda, 03.08.2018.

⁴ Patrice Tanang Tchouala et Hervé Joël Efon Etinzoh, *Les dynamiques démologiques au Cameroun de 1960 à 2005*, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval (Québec, 2013), p. 89.

⁵ Au Cameroun, le seuil de pauvreté absolue est fixé en fonction du montant nécessaire pour se procurer au quotidien un repas constitué de farine de maïs, d'arachides et de poisson maquereau. Institut national de la

Extrême-Nord et Nord affichent des taux plus élevés. Par contre, la région Sud-Ouest montre 18 % et seules les villes de Yaoundé et Douala ont des taux plus bas.⁶

Promulguée en 1996, la Constitution aujourd'hui en vigueur stipule que « les langues officielles de la République du Cameroun sont le français et l'anglais, les deux langues étant d'égale valeur. L'Etat garantira la promotion du bilinguisme dans le pays et s'efforcera de promouvoir et de protéger les langues nationales ».⁷ Pour ce faire, la Présidence poursuit un Programme de formation linguistique bilingue (PFLB), en maintenant des Centres linguistiques régionaux qui dispensent des cours de français et d'anglais dans neuf des dix régions du pays. En 2005, le Recensement général de la population et de l'habitat relève que 11,6 % de Camerounais sont alphabétisés dans les deux langues.⁸ Puis, en 2017, la Présidence met sur pieds la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, qui compte 15 membres dont neuf francophones. Bien qu'essentiellement destinée à rédiger des rapports et exercer un plaidoyer, cette Commission organise des audiences publiques qui rassemblent 800 personnes d'horizons divers en mai 2018 à Bamenda, en zone anglophone (voir 3).⁹

Dans le système scolaire, le principe *cuius regio eius lingua* s'applique aux niveaux primaire et secondaire, alors qu'il existe des établissements bilingues au niveau supérieur et universitaire.¹⁰ Toutefois, des enseignants francophones sont également engagés dans des écoles anglophones.¹¹ Les sources rassemblées ne mentionnent pas dans quelle mesure des anglophones enseigneraient dans des établissements francophones. De par son large usage international, l'anglais exerce un attrait significatif sur la population camerounaise en général, en témoignent le nombre considérable d'enfants francophones scolarisés en anglais, de même que la multiplication d'établissements privés d'enseignement bilingue.¹²

Faute de statistiques globales et récentes sur l'accès des anglophones à la fonction publique, quelques données éparpillées reflètent leur sous-représentation dans certaines institutions. En 2003, les académies de police admettent 57 Anglophones parmi leurs 5 000 recrues, et le

statistique du Cameroun, Yaoundé. Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM) : Approche opérationnelle d'évaluation des niveaux de vie, août 1996. <http://catalog.ihnsn.org/index.php/catalog/6038/download/73793> (17.08.2018).

⁶ Institut national de la statistique du Cameroun, Yaoundé. Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4) : Evolution des principaux indicateurs de la pauvreté monétaire de 2001 à 2014. www.statistics-cameroun.org/news.php?id=393 (17.08.2018).

⁷ Présidence de la République, Yaoundé. Loi N°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, article premier, alinéa 3. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6283-loi-n-96-06-du-18-01-1996-revision-constitution-1972-fr (17.08.2018).

⁸ Données analysées par : Patrice Tanang Tchouala et Hervé Joël Efon Etinzoh, *Les dynamiques démolinguistiques au Cameroun de 1960 à 2005*, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval (Québec, 2013), p. 65.

⁹ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017, p. 13. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads / RFI, Paris. Crise au Cameroun anglophone : des audiences très suivies à Bamenda, 08.06.2018. www.rfi.fr/afrique/20180606-cameroun-anglophone-audiences-bamenda-commission-bilinguisme (17.08.2018).

¹⁰ Cameroon Tribune, Yaoundé. Le bilinguisme, notre atout majeur, 13.02.2017. <https://www.cameroon-tribune.cm/articles/5446/fr/le-bilinguisme-notre-atout-majeur> / Afrik.com, Dakar. Cameroun: les Directeurs des Centres Linguistiques Bilingues se concertent à Douala, 07.04.2017. www.afrik.com/cameroun-les-directeurs-des-centres-linguistiques-bilingues-se-concertent-a-douala / Sa'ah François Guimatsia, « Le bilinguisme officiel camerounais: un dangereux alibi ou une chance inouïe? », *L'Harmattan* (blog), 30.04.2012. www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=auteurs&obj=artiste&no=18165 (17.08.2018).

¹¹ RFI, Paris. Cameroun: fortes tensions autour d'une grève des enseignants à Bamenda, 23.11.2016. <http://www.rfi.fr/afrique/20161123-cameroun-greve-enseignants-anglophone-repression-force-ordre> (17.08.2018).

¹² Sa'ah François Guimatsia, « Le bilinguisme officiel camerounais: un dangereux alibi ou une chance inouïe? », *L'Harmattan* (blog), 30.04.2012. www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=auteurs&obj=artiste&no=18165 / RFI, Paris. Qui parle anglais au Cameroun ? Quel anglais, et dans quelles circonstances ? 18.12.2013, 11'45. <http://savoirs.rfi.fr/fr/comprendre-enrichir/histoire/langlais-au-cameroun> (17.08.2018) / Entretien téléphonique avec un habitant de Buea, 03.08.2018.

Département des douanes douze parmi 172.¹³ En 2016, deux Anglophones font partie des 138 admis au Centre national de la jeunesse et des sports de Bamenda, en zone anglophone.¹⁴ Cependant, en 2017, le gouvernement camerounais recrute 1 000 enseignants bilingues.¹⁵

Le journaliste Mathieu Oliver recense une dizaine de personnalités anglophones avec un accès direct au président de la République, Paul Biya, dont le premier ministre, Philemon Yang, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, le directeur de la sécurité présidentielle, Ivo Desancio, et la personne la plus riche du Cameroun, Baba Danpullo.¹⁶ Néanmoins, la fonction de premier ministre doit être considérée au vu de l'influence exercée par le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, originaire de la région francophone du Centre.¹⁷ La Constitution charge celui-ci de recevoir du président « toutes directives relatives à la définition de la politique de la Nation ». ¹⁸ Tout en soulignant la centralisation du gouvernement et la longévité du président, plusieurs observateurs estiment que les nominations de ministres reposent davantage sur un système de patronage ou de cooptation que de représentation des régions.¹⁹ Le ministre anglophone Paul Atanga Nji déclare que « les anglophones ont toujours reçu du chef de l'Etat, un traitement préférentiel ».²⁰

Le président de la République nomme par décret un gouverneur à la tête de chacune des dix régions du Cameroun, y compris Sud-Ouest et Nord-Ouest, à majorité anglophone. Un gouverneur de région est dépositaire de l'autorité de l'Etat national dans la région et « assure, sous l'autorité des ministres compétents, la supervision générale, la coordination et le contrôle de l'activité des services déconcentrés de l'Etat dans la région, à l'exception de ceux relevant de la justice ».²¹ En mars 2012, Paul Biya confère cette charge à Adolphe Lele Lafrique pour la région Nord-Ouest, et à Bernard Okalia Bilai pour la région Sud-Ouest. Le premier est originaire de Dschang dans la région Ouest, et le second de Mbangassina dans la région Centre, toutes deux francophones. Les préfets de départements sont également nommés par la présidence : la région Nord-Ouest en compte sept et la région Sud-Ouest six.²²

¹³ Nantang Jua, Piet Konings, « Occupation of Public Space Anglophone Nationalism in Cameroon », *Cahiers d'études africaines* 44, n° 175 (1 janvier 2004), p. 604. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.4756> (17.08.2018).

¹⁴ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017, p. 8. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

¹⁵ Otric Ngon, « Cameroun: Des contrats pour les 1000 diplômés bilingues présélectionnés pour le recrutement à la fonction publique », Cameroon-Info.Net, 11.01.2018. www.cameroon-info.net/article/cameroun-des-contrats-pour-les-1000-diplomes-bilingues-preselectionnes-pour-le-recrutement-a-la-fonction-312711.html (17.08.2018).

¹⁶ Jeune Afrique, Paris. Cameroun: qui sont les anglophones de Paul Biya? 18.10.2017. www.jeuneafrique.com/484548/politique/cameroun-qui-sont-les-anglophones-de-paul-biya/ (17.08.2018).

¹⁷ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017, p. 11. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads / Jeune Afrique, Paris. Cameroun : ils sont au cœur du système, 30.05.2014. www.jeuneafrique.com/133363/politique/cameroun-ils-sont-au-coeur-du-syst-me/ (17.08.2018).

¹⁸ Présidence de la République, Yaoundé. Décret N° 2011/412 du 09.12.2011, portant réorganisation de la Présidence de la République. www.prc.cm/fr/la-presidence/organisation-et-fonctionnement (30.08.2018).

¹⁹ Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity: a study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, v. 1 (Leiden ; Boston: Brill, 2003), p. 111 / Fanny Pigeaud, *Au Cameroun de Paul Biya* (Khartala Editions, 2011), p. 76 / Emmanuel Freudenthal, « Cameroon's Ghost President », *African Arguments* (blog), 17.04.2018. <http://africanarguments.org/2018/04/17/cameroon-ghost-president-paul-biya/> (17.08.2018).

²⁰ Cameroon-Tribune, Yaoundé. Paul Atanga Nji : « Les Anglophones ont toujours reçu du chef de l'Etat, un traitement préférentiel », 25.11.2016. www.cameroon-tribune.cm/articles/2988/fr/ (17.08.2018).

²¹ Présidence de la République, Yaoundé. Décret N° 2008/376 du 12.11.2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services, art. 4 et 5. www.cvuc-uccc.com/minat/textes/168.pdf (29.08.2018).

²² Le Jour, Yaoundé. Administration : Portrait des gouverneurs de régions, 18.03.2012. www.cameroon-info.net/article/administration-portrait-des-gouverneurs-de-regions-141711.html / « Mbangassina », *Wikipédia*, 08.04.2018, <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Mbangassina&oldid=147311752> / Camfoot.com, Yaoundé. La jeunesse Mbangassina en fête, 24.07.2012. www.camfoot.com/actualites/la-jeunesse-mbangassina-en-fete,15501.html (17.08.2018). L'information sur l'origine de B.O. Bilai provient de Wikipedia et n'est pas vérifiée, bien que celui-ci parraine un tournoi de football à Mbangassina.

Une particularité institutionnelle des régions anglophones tient à leur système juridique basé sur la *Common Law*²³, alors que dans le reste du Cameroun, les tribunaux appliquent le droit civil français. En fait, cette distinction s'affaiblit à partir de 2002, lorsque débutent des nominations de magistrats francophones en zone anglophone, certains d'entre eux ne maîtrisant ni l'anglais, ni la *Common Law*. Par ailleurs, des textes de lois de portée nationale ne sont pas traduits en anglais.²⁴

2. Emergence et multiplication des mouvements politiques anglophones

Le territoire de l'actuel Cameroun passe sous mandat international à l'issue de la Première Guerre mondiale, puis sous tutelle française et britannique en 1946.²⁵ Le Cameroun obtient son indépendance en 1960. Ensuite, la zone britannique est consultée par referendum en 1961 : sa partie Nord choisit de rallier le Nigeria, et sa partie Sud la République fédérale du Cameroun. Cette dernière, toutefois, adopte une tendance centralisatrice qui aboutit à l'établissement de l'Etat unitaire et l'abolition du multipartisme en 1972. Selon le sociologue Piet Konings et l'anthropologue Francis B. Nyamnjoh,

[l'Etat unitaire] a créé une désillusion pour la majorité des Anglophones, qui regrettaient fortement la perte de l'autonomie de leur région, de même que les tendances hégémoniques et assimilationnistes francophones. Progressivement, on a pu observer l'émergence d'une conscience anglophone : un sentiment parmi les Anglophones que leur communauté, de par son héritage colonial distinct, était marginalisée, exploitée et assimilée par l'Etat à dominance francophone, et même par la population francophone elle-même.²⁶

Lorsque le multipartisme est réintroduit en 1990, c'est dans la région anglophone qu'émerge le *Social Democratic Front* (SDF), premier parti d'opposition. Celui-ci mène une campagne de « villes mortes », qui impliquent notamment la fermeture des commerces, et incite à la désobéissance civile afin d'obtenir une conférence nationale. A l'issue des élections de 1992 marquées par de nombreuses fraudes, Paul Biya demeure président du Cameroun, puis organise un forum consacré à la réforme de la Constitution en 1993 ; au préalable, les délégués anglophones se concertent à l'occasion d'une *All Anglophone Conference* (AAC), qui réunit 5 000 personnes. Une seconde AAC est convoquée en 1994 et marque l'instauration d'un *Anglophone Council*, aussitôt renommé *Southern Cameroon National Council* (SCNC), dont le but consiste à négocier avec l'administration de Paul Biya pour « restaurer, au sein d'une République fédérale du Cameroun restructurée, l'autonomie d'un territoire — *Southern Cameroons* — et d'un peuple — les *Southern Cameroonians* — et de mettre fin à leur annexion par La République du Cameroun ».²⁷ Le SCNC adopte pour slogan « la force de l'argument et non l'argument de la force ». Entre 1992 et 1995, les appels des organisations anglophones à la mobilisation populaire sous forme de grève, boycott et manifestation sont régulièrement suivis.

²³ Surtout appliquée dans les pays du Commonwealth, la *Common Law* appelle notamment à se référer à des jugements antérieurs. En revanche, le droit civil d'inspiration romaine et germanique, aussi largement appliqué à l'international, se base avant tout sur des corpus de lois positives. Cf. : Andrew D.E. Lewis et Mary Ann Glendon, « Common Law | Definition, Origins, Development, & Examples », *Encyclopedia Britannica*, 26.07.2018. www.britannica.com/topic/common-law (29.08.2018).

²⁴ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

²⁵ Les jalons événementiels qui structurent ce point 2 sont extraits de: Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity: a study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, v. 1 (Leiden ; Boston: Brill, 2003). Le texte traitant de la période 2000-2016 a pour source : International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads (30.08.2018).

²⁶ Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity: a study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, v. 1 (Leiden ; Boston: Brill, 2003), p. 51.

²⁷ Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity: a study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, v. 1 (Leiden ; Boston: Brill, 2003), p. 91.

La réforme de la Constitution camerounaise aboutit en 1996 au concept d' « Etat unitaire décentralisé ».

A partir du milieu des années 1990, les organisations anglophones se factionnalisent, notamment à travers l'émergence de la *Southern Cameroons Youth League* (SCYL), qui contrairement au SCNC, n'exclut pas la lutte armée. En 1997, après la tentative échouée de membres de la SCYL de dérober des explosifs d'une fabrique, le leader Ebenezer Akwanga est emprisonné. En réaction, des membres attaquent des établissements militaires et civils : un rapport officiel fait état de trois morts parmi les gendarmes et sept morts parmi les assaillants. Suite à ces événements, le gouvernement emprisonne aussi bien des membres du SCNC que de la SCYL.²⁸ Cette factionnalisation des mouvements coïncide avec un affaiblissement de la mobilisation populaire, bien qu'en 1999, l'activiste du SCNC, Frederick Alobwede Ebong, utilise la station de la radio-télévision nationale à Buea pour proclamer l'indépendance de la *Federal Republic of Southern Cameroons* (FRSC). Une assemblée constituante de la FRSC est convoquée en 2000 et adopte un drapeau et un hymne. La même année, quatre des principales organisations anglophones — le SCNC, la SCYL, l'*Ambazonian Movement* (AM) et le *Southern Cameroons Restoration Movement* (SCARM) — s'allient dans le but d'obtenir l'indépendance du Cameroun anglophone. Si des appels à l'indépendance se succèdent au cours des années suivantes, la mobilisation populaire en faveur de cette cause demeure faible jusqu'en 2016.

3. Des grèves de magistrats en 2016 au conflit armé en 2018

Les sources consultées ne mentionnent pas de changement majeur sur les plans socio-économique et politique au Cameroun dans les années 2010. Ce point 3 fait ressortir une série d'événements qui marquent la détérioration de la crise anglophone à partir de 2016.

Une grève des avocats anglophones débute le 11 octobre 2016 : les revendications portent sur une meilleure application de la *Common Law*. Ces avocats protestent notamment contre l'absence de version anglaise de certains textes de lois, et contre la nomination de magistrats francophones dans les régions Sud-Ouest et Nord-Ouest. Puis, les enseignants se mettent aussi en grève pour protester contre l'engagement d'enseignants francophones dans leurs régions. Emmenés par ce mouvement d'avocats et d'enseignants, des milliers de jeunes manifestent à Bamenda les 21 et 22 novembre 2016. Dans la même ville, le 8 décembre 2016, quelques centaines de jeunes empêchent la tenue d'une réunion du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti de Paul Biya, président de la République depuis 1982. Puis, à l'appel d'organisations anglophones sécessionnistes, des journées « villes mortes » sont régulièrement observées, durant lesquelles les commerces demeurent fermés et le trafic routier interrompu.²⁹

L'armée, déployée lors des événements des 21 et 22 novembre 2016, effectue des tirs de sommation. Le parti d'opposition SDF annonce que deux personnes ont été tuées, tandis que le gouvernement évoque un mort, imputant la responsabilité aux manifestants ; une centaine de personnes est arrêtée. Le 8 décembre 2016 à Bamenda, l'armée tire à balles réelles et fait au moins deux morts : le gouvernement promet une enquête.³⁰ Un comité gouvernemental *ad hoc* effectue plusieurs visites à Bamenda en décembre 2016 et janvier 2017. Il accepte la plupart des revendications des enseignants grévistes, mais suite à des bavures policières et

²⁸ Cité par: Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity: a study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, v. 1 (Leiden ; Boston: Brill, 2003), p. 104.

²⁹ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

³⁰ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

des rumeurs, les grévistes annulent une réunion prévue avec le Comité et appelle à deux jours de « villes mortes ».³¹

En réaction, le 17 janvier 2017, le gouvernement coupe internet — qui sera rétabli en avril 2017 — dans les régions anglophones, décrète illégales les activités du groupe anglophone indépendantiste SCNC, de même que celles du collectif rassemblant les avocats et enseignants grévistes. Trois meneurs sont placés en détention : l'avocat Agbor Balla, le professeur d'université Fontem Neba et l'animateur radio Mancho Bibixy. Leur procès débute le 13 février 2017. Les deux premiers sont libérés le 31 août 2017, alors que Mancho Bibixy est reconnu coupable d'actes de terrorisme, hostilité contre la patrie, sécession, révolution et insurrection et condamné le 25 mai 2018 à quinze ans de prison ferme. Jugés en même temps, cinq autres anglophones reçoivent des peines de dix à quinze ans de prison.³²

Mesure de conciliation, le gouvernement recrute mille enseignants bilingues et le président Paul Biya nomme une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Pourtant, des journées « villes mortes », un boycott des écoles et plusieurs incidents violents ont ensuite lieu dans les régions anglophones. En août 2017, *International Crisis Group* observe que « les groupuscules sécessionnistes se multiplient depuis janvier. Ils profitent de la situation pour radicaliser la population avec l'appui d'une partie de la diaspora anglophone ».³³ Les mobilisations soutiennent des demandes de sécession, de fédéralisme ou de décentralisation, mais un certain nombre de personnes disent suivre les journées « villes mortes » par crainte de représailles de la part de leurs organisateurs. D'autres scolarisent leurs enfants ou relocalisent leur commerce en zone francophone.³⁴

En septembre 2017, plusieurs commerces et écoles sont brûlés et trois bombes artisanales explosent : elles font trois blessés. Le 22 septembre, près de 50 000 personnes se rassemblent dans une trentaine de villes anglophones pour réclamer la libération des détenus politiques, la sécession ou la mise en œuvre du fédéralisme et le départ du président Biya. Ceci provoque l'envoi en renfort de mille soldats, l'instauration de l'état d'urgence et de la loi martiale du 29 septembre au 3 octobre 2017.³⁵

Le 1^{er} octobre 2017, des dizaines de milliers d'anglophones défilent et hissent des drapeaux pour proclamer l'indépendance symbolique de leur région, qu'ils nomment *Ambazonie*. Face à ces rassemblements, la police et l'armée font usage de gaz lacrymogènes et tirent à balles réelles. Elles procèdent à des arrestations et à des pillages au cours de la semaine qui suit,

³¹ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017, p.11. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

³² International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads / Journal du Cameroun, Yaoundé. Crise anglophone : des victimes demandent réparation, Agbor Balla et Fontem Neba dans leur viseur, 27.04.2018. www.journalducameroun.com/crise-anglophone-victimes-demandent-reparation-agbor-balla-fontem-neba-viseur/ / AFP, Paris. Cameroun : le journaliste « BBC » condamné à 15 ans de prison ferme, 26.05.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/26/cameroun-le-journaliste-anglophone-bbc-condamne-a-15-ans-de-prison-ferme_5304865_3212.html (17.08.2018).

³³ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017, p. i. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

³⁴ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (17.08.2018).

³⁵ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, 19.10.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroun-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures (17.08.2018).

visant principalement des départements et villages d'origine de leaders sécessionnistes. Plusieurs milliers de personnes s'enfuient alors à travers brousse.³⁶ A partir de février 2018, plusieurs médias reprennent les termes de l'Agence France Presse qualifiant la crise au Cameroun anglophone de « conflit armé de basse intensité ».³⁷

A la mi-octobre 2017, le gouvernement lance un processus de consultation de la société civile anglophone. En fait, des délégués de Yaoundé rencontrent à huis-clos des interlocuteurs choisis : des responsables de syndicats d'enseignants et d'avocats, et des opérateurs économiques, notamment.³⁸ Toutefois, les 30 mai et 1^{er} juin 2018, la Commission pour la promotion du bilinguisme et le multiculturalisme tient des audiences publiques à Bamenda. Ces dernières attirent 800 participants, dont « des personnes de modeste condition sociale, comme des conducteurs de mototaxis ».³⁹ Il en ressort, entre autres recommandations, « d'accorder une amnistie générale à toutes les personnes emprisonnées depuis le début de cette crise, et de débattre des problèmes relatifs à l'institution du fédéralisme ». La Commission s'engage à transmettre ces messages « à la hiérarchie ».⁴⁰ Dans sa réaction, le parti au pouvoir RDPC annonce qu'il n'exclut pas un dialogue, mais considère la forme de l'Etat comme non négociable.⁴¹

4. Acteurs du conflit en 2018

4.1. Autorités et forces de l'ordre camerounaises

L'armée est déployée au Cameroun anglophone au moins depuis les manifestations de novembre 2016. Sa présence se renforce en février 2018, lorsque le président de la République crée une cinquième Région militaire interarmées (RMIA) pour les régions Ouest et Nord-Ouest, et en place le centre de commandement à Bamenda, où sont désormais postés le général Agha Robinson Ndong et le commandant de gendarmerie Jules César Essoh. Le premier est originaire du département de Menchum dans la région anglophone du Nord-Ouest, et le second du département de Mounjo dans la région francophone du Littoral.⁴² Le Ministère

³⁶ United Nations News Service Section, New York. Unrest in Cameroon's Anglophone regions sends thousands fleeing to Nigeria, 31.10.2017. www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=57998 (17.08.2018).

³⁷ Par exemple : Africanews, Pointe-Noire. Cameroun anglophone : l'armée se défend de commettre des exactions, 09.02.2018. <http://fr.africanews.com/2018/02/09/cameroun-anglophone-l-armee-se-defend-de-commettre-des-exactions/> / France 24, Paris. Le Cameroun instaure un couvre-feu par crainte d'une attaque des séparatistes, 10.02.2018. www.france24.com/fr/20180210-cameroun-couvre-feu-attaque-separatistes-regions-anglophones / VOA, Washington. 200 personnes fuient des violences en zone Anglophone au Cameroun, 14.04.2018. www.voaafrique.com/a/personnes-200-fuient-des-violences-en-zone-anglophone-au-cameroun/4348218.html (17.08.2018).

³⁸ Africa 24, Paris. Cameroun, consultations dans les régions anglophones, 22.10.2017. www.youtube.com/watch?time_continue=2&v=GeNbe2WVAY0 (17.08.2018).

³⁹ RFI, Paris. Crise au Cameroun anglophone : des audiences très suivies à Bamenda, 08.06.2018. www.rfi.fr/afrique/20180606-cameroun-anglophone-audiences-bamenda-commission-bilinguisme (17.08.2018).

⁴⁰ RFI, Paris. Crise au Cameroun anglophone : des audiences très suivies à Bamenda, 08.06.2018. www.rfi.fr/afrique/20180606-cameroun-anglophone-audiences-bamenda-commission-bilinguisme (17.08.2018).

⁴¹ RFI, Paris. Cameroun anglophone : le parti au pouvoir n'exclut pas un dialogue sur le fédéralisme, 08.06.2018. www.rfi.fr/afrique/20180608-cameroun-anglophone-parti-pouvoir-exclut-pas-dialogue-federalisme (17.08.2018).

⁴² Certains médias se réfèrent à Jules César Essoh par le nom Julius Caesar Ellie. AfricaNews, Pointe Noire. Cameroon Govt Creates New Military Region Based in Bamenda, 22.02.2018. www.africanews.com/2018/02/22/cameroon-govt-creates-new-military-region-based-in-bamenda/ / Otric Ngon, « Cameroun – Série : Qui sont les 11 nouveaux généraux de l'armée camerounaise ? », Cameroon-Info.Net, 03.07.2017. www.cameroon-info.net/article/cameroun-serie-qui-sont-les-11-nouveaux-generaux-de-larmee-camerounaise-fin-293061.html / Cameroon Tribune, Yaoundé. Jules-César Essoh : un homme de terrain, 03.07.2017. www.cameroon-tribune.cm/articles/9815/fr/jules-c%C3%A9sar-essoh-un-homme-de-terrain (17.08.2018).

de la défense les charge de veiller à la préservation de la paix sociale dans leur zone d'affectation.⁴³ Des soldats du Bataillon d'intervention rapide (BIR) — unité militaire directement subordonnée au président de la République — sont également présents au Cameroun anglophone.⁴⁴

4.2. Mouvements politiques anglophones, pacifiques ou armés

L'idée d'établir une typologie fine des mouvements politiques anglophones se heurte au fait que leur commandement, leur composition, leurs signes de ralliement et leurs affiliations changent souvent. Ces mouvements ne forment pas un front commun, étant donné la diversité de leurs revendications : meilleure inclusion des anglophones au Cameroun, adoption du fédéralisme, ou indépendance territoriale des régions Sud-Ouest et Nord-Ouest sous le nom *Ambazonia*. Aussi, ils ne choisissent pas tous les mêmes moyens : diplomatie, dialogue ou lutte armée.⁴⁵ Des mouvements bénéficient du soutien de membres et sympathisants résidant à l'étranger — en particulier au Nigeria, aux États-Unis et en Europe — sous forme de propagande et de campagnes de financement par le biais de réseaux sociaux sur l'Internet.⁴⁶ Selon l'*International Crisis Group* en août 2017, « si la grande majorité de la diaspora anglophone sympathise probablement avec la mobilisation actuelle, une frange s'est montrée très hostile aux appels à la sécession, voire à la mobilisation dans son ensemble, au point parfois d'écrire aux autorités des pays où résident les figures de proue du courant sécessionniste pour réclamer leur expulsion ».⁴⁷

Le *Social Democratic Front* (SDF) est un parti d'opposition dirigé par l'Anglophone John Fru Ndi et reconnu par le gouvernement camerounais ; il prône le fédéralisme.⁴⁸ Après que l'armée camerounaise ait tué 32 personnes — 27 hommes se réclamant de l'armée d'Ambazonie et cinq otages — à Menka en mai 2018, John Fru Ndi déclare que « Monsieur Biya, qui a ordonné cette guerre, devrait être poursuivi pour crime contre l'humanité ».⁴⁹

Les activités du groupe indépendantiste *Southern Cameroons National Council* (SCNC), sont explicitement interdites dès le 17 janvier 2017.⁵⁰ Sur un site internet attribué au SCNC, le *chairman* Peter Forchu Chesami répète en février 2018 le slogan pacifiste « la force de l'argument et non l'argument de la force ».⁵¹ Cependant, le groupe n'apparaît pas uni derrière Chesami, en attestent des médias qualifiant Nfor Ngala Nfor de chef ou *chairman*. Celui-ci fait partie des dix leaders anglophones arrêtés à Abuja le 5 janvier 2018, mais les autorités ne

⁴³ Cameroon Tribune, Yaoundé. Cinquième région militaire interarmées: les nouveaux chefs aux commandes, 06.03.2018. www.cameroon-tribune.cm/articles/17074/fr (17.08.2018).

⁴⁴ International Crisis Group Cameroun, Bruxelles. La crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads / Jeune Afrique, Paris. Cameroun : la politique du BIR, 30.04.2013. www.jeuneafrique.com/137589/politique/cameroun-la-politique-du-bir/ (17.08.2018).

⁴⁵ AFP, Paris. Cameroun : de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes en zone anglophone, 19.02.2018. www.jeuneafrique.com/533245/politique/cameroun-de-nombreuses-divisions-fragmentent-les-separatistes-en-zone-anglophone/ (17.08.2018).

⁴⁶ Human Rights Watch, New York. „Ces meurtres peuvent être stoppés“, 19.07.2018, p. 21. www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et (17.08.2018).

⁴⁷ International Crisis Group Cameroun, Bruxelles. La crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (30.08.2018).

⁴⁸ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, 19.10.2017, p. 8. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures (17.08.2018).

⁴⁹ France 24, Paris. Cameroun, Enquête à Menka, après le massacre de 32 personnes dans un accrochage avec l'armée, 05.06.2018, 6'. www.youtube.com/watch?time_continue=249&v=h-lqonAeKpc (17.08.2018).

⁵⁰ RFI, Paris. Deux mouvements anglophones interdits au Cameroun, 17.01.2017. www.rfi.fr/afrique/20170117-cameroun-interdiction-mouvements-anglophones (17.08.2018).

⁵¹ SCNC, Buea. National Chairman Address to the Nation, 05.02.2018. <https://thebritishsoutherncameroons.org/southern-camerouns-brainbox/national-chairman-address-nation/> (17.08.2018).

précisent pas s'il se trouve parmi les 47 indépendantistes ensuite extradés du Nigeria (voir : 4.3) au Cameroun.⁵²

Formé en 2017, le *Southern Cameroon Ambazonia Consortium United Front* (SCACUF) réunit d'anciens leaders du SCNC et prône la lutte pacifique pour la sécession du Cameroun anglophone. Le membre du SCACUF Julius Sisiku Ayuk Tabe est proclamé président de l'Ambazonie le 1^{er} octobre 2017, puis arrêté par les forces de l'ordre nigérianes alors qu'il se trouve à Abuja en janvier 2018, et extradé avec 46 autres indépendantistes : le gouvernement camerounais annonce alors qu' « un groupe de 47 terroristes, [parmi lesquels se trouve] Ayuk Tabe, se trouve depuis quelques heures entre les mains de la justice camerounaise ». ⁵³ Ces 47 indépendantistes sont détenus au secret jusqu'en juin 2018, lorsque le gouvernement leur permet de rencontrer des avocats et des délégués du Comité international de la Croix-Rouge.⁵⁴

Au moins quatre groupes armés indépendantistes émergent lors de la détérioration de la crise en octobre 2017: les *Ambazonia Defence Forces* (ADF), emmenées par Cho Lucas Ayaba qui est en exil et Benedict Nwana Kuah, les *Southern Cameroons Defence Forces* (SOCADEF), dirigées par Ebenezer Derek Mbongo Akwanga, le groupe homonyme abrégé SCDF, avec Nso Foncha Nkem à sa tête, et l'*Ambazonia Restoration Army*, conduite par Ayamba Peter. D'autres groupes armés disposent d'un effectif plus réduit, soit dix à trente membres : les *Ambazonian Tigers*, les *Vipers* et les *Ambaland Forces* en font partie.⁵⁵ Six représentants se réunissent le 11 février 2018 à Washington pour former la coalition *Ambazonia Recognition Collaboration Council* (ARCC), placée sous l'autorité de Cho Lucas Ayaba.⁵⁶

Les *Ambazonia Defence Forces* (ADF), selon leur leader en exil Cho Lucas Ayaba, rassemblent 1 500 combattants, alors que certains observateurs en dénombrent une centaine.⁵⁷ Un membre explique s'être joint au groupe après que son village ait été détruit par les forces de l'ordre camerounaise, et qu'il ne savait plus comment se protéger contre leurs exactions. Les ADF entendent rendre le Cameroun anglophone ingouvernable pour Yaoundé et obtenir l'indépendance du territoire ; la plupart de ses membres, répartis dans une vingtaine de camps, chausse des sandales et porte de vieux fusils de chasse.⁵⁸ La hiérarchie du groupe n'est pas

⁵² Peter Kum, Yaoundé. Cameroun – Crise Anglophone (Photos) : Voici les visages des dix sécessionnistes interpellés au Nigéria, 09.01.2018. www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-photos-voici-les-visages-des-dix-secessionnistes-interpelles-au-nigeria-312432.html / Mutations, Yaoundé. Ambazonie: Julius Sisiku Tabe le président désigné de cet Etat fantôme aux arrêts, 07.01.2018. <http://quotidienmutations.com/laj/ambazonie-julius-ayuk-sisiku-tabe-le-president-autoproclame-de-cet-etat-fantome-aux-arrets/> / RFI, Paris. Cameroun anglophone: qui sont les leaders séparatistes toujours introuvables? 13.03.2018. www.rfi.fr/afrique/20180312-cameroun-anglophone-leaders-separatistes-introuvables (17.08.2018).

⁵³ AFP, Paris. Cameroun: de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes en zone anglophone, 19.02.2018. www.jeuneafrique.com/533245/politique/cameroun-de-nombreuses-divisions-fragmentent-les-separatistes-en-zone-anglophone/ / Jeune Afrique, Paris. Le Nigeria extrade au Cameroun un dirigeant séparatiste anglophone, 30.01.2018. www.jeuneafrique.com/524743/politique/le-nigeria-extrade-au-cameroun-un-dirigeant-separatiste-anglophone/ (17.08.2018).

⁵⁴ Human Rights Watch, New York. „Ces meurtres peuvent être stoppés“, 19.07.2018, p. 21. www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et (17.08.2018).

⁵⁵ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroon's Anglophone Crisis: Dialogue Remains the Only Viable Solution, 21.12.2017. www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/cameroons-anglophone-crisis-dialogue-remains-only-viable-solution / AFP, Paris. Au Cameroun anglophone, les séparatistes armés dans une logique de guérilla, 17.02.2018. www.jeuneafrique.com/532575/politique/au-cameroun-anglophone-les-separatistes-armes-dans-une-logique-de-guerilla/ / Intégration, Yaoundé. Crise anglophone : ces milices qui font face à l'armée, 05.03.2018. journalintegration.com/crise-anglophone-milices-face-a-larmee/ (17.08.2018).

⁵⁶ AFP, Paris. Cameroun: de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes en zone anglophone, 19.02.2018. www.jeuneafrique.com/533245/politique/cameroun-de-nombreuses-divisions-fragmentent-les-separatistes-en-zone-anglophone/ (17.08.2018).

⁵⁷ AFP, Paris. Cameroun: de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes en zone anglophone, 19.02.2018. www.jeuneafrique.com/533245/politique/cameroun-de-nombreuses-divisions-fragmentent-les-separatistes-en-zone-anglophone/ (17.08.2018).

⁵⁸ / Emmanuel Freudenthal. Cameroon's Anglophone War, Part 1: A Rifle as the Only Way Out, IRIN, 12.06.2018. www.irinnews.org/special-report/2018/06/12/cameroon-s-anglophone-war-part-1-rifle-only-way-out (17.08.2018).

clairement établie, bien que des *field commanders* soient subordonnés à des *senior commanders*, qui communiquent avec leurs leaders en exil via *Whatsapp*. Cho Lucas Ayaba se déclare responsable de toutes les actions des ADF, mais insiste qu'il ne fait pas de *micromanagement*. Les ADF rejettent les accusations d'attaques de civils et d'écoles, sans pour autant nier des « arrestations d'alliés du gouvernement ». Un *field commander* affirme observer un code de conduite : il s'engage à combattre tout groupe pratiquant le terrorisme, et punit de 50 coups de bâtons un combattant accusé d'avoir « brutalisé des gens ». Ayant pour objectif de gagner le contrôle de la zone anglophone, les ADF adoptent une stratégie d'attaques surprises contre les forces de l'ordre camerounaises.⁵⁹

4.3. Prises de positions de la communauté internationale

Pays limitrophe, le Nigeria reçoit plus de 21 000 réfugiés venant du Cameroun anglophone.⁶⁰ Son président Muhamadu Buhari, suite à l'extradition de 47 militants indépendantistes vers Yaoundé, dit vouloir « s'assurer que le Nigeria ne soit pas utilisé comme zone de rassemblement pour déstabiliser un autre Etat souverain et ami ». En outre, il promet son soutien « au président et au peuple camerounais pour trouver une solution à cette crise interne ».⁶¹

Au sujet de la crise anglophone, l'Union européenne affirme que « le recours à la violence ne peut permettre d'atteindre des objectifs politiques. Il reste essentiel que les forces de sécurité fassent un usage proportionné de la force dans l'exercice de leurs fonctions ».⁶² De son côté, le président de la France Emmanuel Macron appelle à une résolution pacifique du conflit dans le strict respect de l'unité du pays.⁶³ Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Cameroun Peter Henry Barlerin accuse d'exactions aussi bien les séparatistes anglophones que les forces gouvernementales.⁶⁴ Puis, suite aux enquêtes d'*Amnesty International* et d'*Human Rights Watch*, le haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies Zeid Ra'ad Al Hussein « exhorte le gouvernement [camerounais] à lancer des enquêtes indépendantes sur les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'Etat ainsi que les abus perpétrés par les éléments armés ».⁶⁵

5. Violations des droits humains

Les forces de sécurité abattent dix manifestants entre octobre 2016 et février 2017, puis 20 de plus en octobre 2017 ; d'autre part, 44 de leurs agents sont tués entre septembre 2017 et mai 2018. *Amnesty International* (AI) relève que des enseignants et des étudiants, « accusés de ne pas participer au boycott », sont agressés physiquement et au moins 42 écoles attaquées par des « séparatistes armés » de février 2017 à mai 2018, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'identité et l'affiliation des auteurs de telles violences demeurent souvent incertaines, les actes étant « perpétrés par des individus ou des groupes d'individus qui ont

⁵⁹ Emmanuel Freudenthal. Cameroon's Anglophone War, Part 2: Inside the separatist conflict, 02.08.2018. www.irinnews.org/special-report/2018/08/02/cameroon-s-anglophone-war-part-2-inside-separatist-conflict (17.08.2018).

⁶⁰ OCHA, New York. Emergency Response Plan. Cameroon North-West and South-West, Summary, 28.05.2018. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> (17.08.2018).

⁶¹ Vanguard, Lagos. Nigeria pledges support to Cameroon over secession threat, 03.02.2018. www.vanguardngr.com/2018/02/nigeria-pledges-support-cameroon-secession-threat/ (17.08.2018).

⁶² Cité par : AFP, Paris. Cameroun anglophone : l'UE recommande à l'armée un « usage proportionné de la force », 08.02.2018. <http://fr.africanews.com/2018/02/08/cameroun-anglophone-l-ue-recommande-a-l-armee-un-usage-proportionne-de-la-force/> (17.08.2018).

⁶³ Journal du Cameroun, Yaoundé. Cameroon: Macron urges 'peaceful' end to crisis in English-speaking regions, 19.05.2018. www.journalducameroun.com/en/cameroon-macron-urges-peaceful-end-to-crisis-in-english-speaking-regions/ (17.08.2018).

⁶⁴ AFP, Paris. Les Etats-Unis accusent le pouvoir camerounais et les séparatistes anglophones d'exactions, 18.05.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/18/les-etats-unis-accusent-le-pouvoir-camerounais-et-les-separatistes-anglophones-d-exactions_5301245_3212.html (17.08.2018).

⁶⁵ ONU, Genève. Le Chef des droits de l'homme des Nations Unies profondément préoccupé par les rapports de graves violations des droits de l'homme au Cameroun, 25.07.2018. www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=F (17.08.2018).

agi de leur propre initiative mais en ayant revendiqué leur soutien à un groupe armé autoproclamé ou à la lutte armée pour la sécession ou, si l'on en croit leur réputation au sein de leur communauté, en agissant par solidarité à leur cause ». ⁶⁶ De plus, selon l'analyste de l'*International Crisis Group* Hans De Marie Heungoup, très peu de groupes armés revendiquent leurs attaques et il est très difficile de savoir qui fait quoi sur le terrain. ⁶⁷

A l'issue d'entretiens avec 150 témoins oculaires au Cameroun anglophone, AI recoupe des informations faisant état de plusieurs types de violations des droits humains par les forces de sécurité, notamment :

- homicides illégaux et exécutions extrajudiciaires,
- passages à tabac,
- arrestations arbitraires, détentions au secret, torture en détention,
- incendies volontaires de villages et destructions de biens. ⁶⁸

Quant à elle, l'organisation *Human Rights Watch* (HRW) s'entretient avec 80 témoins et victimes d'exactions. Cette enquête révèle les mêmes types de violences que celles dénoncées par AI. Cependant, HRW vérifie les témoignages de destructions de village en recourant à des images satellites. ⁶⁹ Le ministre camerounais de la Communication Issa Tchiroma Bakary estime, sans fonder ses propos, que le rapport d'*Amnesty International* est « entaché de grossiers mensonges, de déductions hâtives, de manœuvres diffamatoires inadmissibles qui s'inscrivent dans une stratégie de harcèlement et de déstabilisation [du] pays dans la lutte qu'il mène contre le péril terroriste ». ⁷⁰ Ensuite, le premier ministre Philemon Yang dresse le bilan gouvernemental de la crise anglophone portant sur la période de 2016 à juin 2018 : il ne mentionne aucun abus des forces de sécurité, mais relève :

- 123 attaques contre les forces de sécurité, ayant causé la mort de 84 agents,
- 120 incendies volontaires d'écoles,
- 15 attaques contre des chefs traditionnels,
- des cas de recrutement forcé d'enfants, racket, pillage, et meurtres par les « terroristes ». ⁷¹

Sans procès d'intention, la réaction du gouvernement au rapport d'HRW s'accompagne d'une énumération similaire et de l'affirmation que « l'usage de la force par les Forces de Défense et de Sécurité est rigoureusement encadré par les lois et règlements en vigueur ». ⁷²

A ce jour, le gouvernement reconnaît néanmoins la torture d'un milicien séparatiste par des gendarmes, qui sont « sortis des normes et techniques légales en pareilles circonstances ». Il s'agit d'un cas révélé par une vidéo postée sur les réseaux sociaux. Le ministre de la Défense Joseph Beti Assomo annonce alors qu'une enquête a été ouverte « pour identifier et le cas

⁶⁶ Amnesty International, Londres. Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun, AFR 17/8481/2018, 12.06.2018. www.amnesty.org/fr/documents/afr17/8481/2018/fr/ (17.08.2018).

⁶⁷ Jeune Afrique, Paris. Au Cameroun anglophone, les séparatistes armés dans une logique de guérilla, 17.02.2018. www.jeuneafrique.com/532575/politique/au-cameroun-anglophone-les-separatistes-armes-dans-une-logique-de-guerilla/ (17.08.2018).

⁶⁸ Amnesty International, Londres. Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun, AFR 17/8481/2018, 12.06.2018. www.amnesty.org/fr/documents/afr17/8481/2018/fr/ (17.08.2018).

⁶⁹ Human Rights Watch, New York. „Ces meurtres peuvent être stoppés“, 19.07.2018, p. 21. www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et

⁷⁰ AFP, Paris. Le Cameroun dénonce les « grossiers mensonges d'Amnesty International », 15.06.2018. www.voaafric.com/a/cameroun-yaounde%20d%C3%A9nonce-les-grossiers-mensonges-d-amnesty-international-4440232.html (17.08.2018).

⁷¹ Cameroon-Tribune, Yaoundé. Socio-political Crisis in NW & SW Regions: Emergency Humanitarian Plan Launched, 21.06.2018. www.cameroon-tribune.cm/articles/20081/fr/ (17.08.2018).

⁷² Human Rights Watch, New York. „Ces meurtres peuvent être stoppés“, 19.07.2018, p. 21. www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et (17.08.2018).

échéant sanctionner les auteurs de ces agissements contraires au respect des droits humains ». ⁷³

6. Personnes déplacées et réfugiées

A partir de novembre 2017, des dizaines de milliers d'anglophones fuient leur domicile. Le mouvement s'accélère en décembre 2017, alors que l'armée intervient dans plusieurs villages de la région Sud-Ouest. Ces opérations militaires font suite à un communiqué émis le 1^{er} décembre par le préfet du département de la Manyu, Joseph Oum II, qui enjoint les habitants d'évacuer 15 villages « dans les heures qui suivent », sans quoi ils seraient considérés comme des complices des séparatistes. Joseph Oum revient toutefois sur cette déclaration le jour suivant. ⁷⁴ En mai 2018, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) recense 150 000 personnes déplacées dans la région Sud-Ouest et 10 000 dans la région Nord-Ouest, ainsi que 21 291 demandeurs d'asile camerounais enregistrés au Nigeria, dont 17 003 dans l'Etat de Cross River. ⁷⁵ De son côté, l'organisation humanitaire Caritas compte 25 624 Camerounais ayant fui les zones anglophones pour le Nigeria, en procédure d'asile ou non. ⁷⁶

6.1. Personnes déplacées dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest

L'estimation de 160 000 personnes déplacées au Cameroun anglophone repose sur une évaluation des besoins effectuée en mars et avril 2018 par les Nations Unies (ONU) et l'organisation Plan international. ⁷⁷ Allegra Maria Del Pilar Baiocchi, coordinateur humanitaire de l'ONU pour le Cameroun, explique l'absence de décompte exact par les difficultés d'accès au terrain : en effet, les événements violents restent fréquents, la population civile soumise à des couvre-feux, et les organisations non-gouvernementales (ONG) obtiennent rarement des autorisations. ⁷⁸ De plus, l'ONU estime que 80 % des personnes déplacées ont trouvé refuge dans des zones rurales et forestières. Les principaux besoins identifiés sont les suivants :

- Abris et articles non-alimentaires, car beaucoup de civils ont fui sans bagages pour une destination inconnue ;
- Sécurité alimentaire, car le risque d'attaques entrave l'accès aux terres et le commerce ;
- Santé, car la population déplacée manque d'accès aux soins médicaux de base ;
- Eau et toilettes ;
- Education, car près de 42 500 enfants en âge scolaire n'ont pas pu aller régulièrement à l'école durant ces deux dernières années. ⁷⁹

⁷³ RFI, Paris. Cameroun : le gouvernement reconnaît des exactions sur un milicien séparatiste, 16.05.2018. www.rfi.fr/afrique/20180516-cameroun-gouvernement-exactions-milicien-separatiste-ambazonie (17.08.2018).

⁷⁴ Amnesty International, Londres. Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun, AFR 17/8481/2018, 12.06.2018. www.amnesty.org/fr/documents/afr17/8481/2018/fr/ / AFP, Paris. L'armée combattra « sans état d'âme » les séparatistes anglophones au Cameroun, 02.12.2017. www.voaafric.com/a/l-armee-combattre-sans-etat-d-ame-les-separatistes-anglophones-au-cameroun/4146694.html (17.08.2018).

⁷⁵ OCHA, New York. Emergency Response Plan. Cameroon North-West and South-West, Summary, 28.05.2018. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> / UNHCR, Geneva. Cameroonian refugee situation, Nigeria, 5th May-1st June 2018. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/64057> (17.08.2018).

⁷⁶ RFI, Paris. Nigeria: la crise humanitaire liée aux afflux de réfugiés camerounais, 25.01.2018. www.rfi.fr/afrique/20180125-nigeria-crise-humanitaire-liee-afflux-refugies-camerounais / Caritas, Rome. Ils nous chassent, 21.05.2018. www.caritas.org/2018/05/la-crise-au-cameroun/?lang=fr (17.08.2018).

⁷⁷ OCHA, New York. Emergency Response Plan. Cameroon North-West and South-West, Summary, 28.05.2018. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> (17.08.2018).

⁷⁸ AFP, Paris. Besoins humanitaires croissants dans des zones anglophones isolées au Cameroun, 10.04.2018. www.voaafric.com/a/besoins-humanitaires-croissants-dans-des-zones-anglophones-isolees-au-cameroun/4340449.html (17.08.2018).

⁷⁹ OCHA, New York. Emergency Response Plan. Cameroon North-West and South-West, Summary, 28.05.2018. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> (17.08.2018).

Quant à lui, le gouvernement camerounais annonce en juin 2018 un plan d'assistance humanitaire d'urgence qui reconnaît les mêmes besoins que les Nations Unies, mais mentionne un nombre plus réduit de personnes déplacées internes, soit 74 994.⁸⁰ Ce plan prévoit d'abord une aide d'urgence, puis la réhabilitation des infrastructures de base et la reconstruction du tissu économique. Il implique dans sa supervision uniquement des ministères camerounais et en premier lieu celui de l'Administration territoriale, tandis que « divers acteurs nationaux et internationaux pourront être mis à contribution pour appuyer l'action gouvernementale ». Ses coûts sollicitent « le budget de l'Etat, l'appel à la solidarité nationale (opérations de levées de fonds etc.) et la contribution des partenaires internationaux ».⁸¹

6.2. Réfugiés au Nigeria

Le responsable du Service de gestion des urgences (SEMA) de l'Etat de Cross River au Nigeria, John Inaku, explique :

Un grand nombre [de réfugiés camerounais] est arrivé par la route. Mais certaines personnes traversent la forêt, d'autres le fleuve. C'est donc très difficile de les enregistrer sur nos bases de données. [...] Nous avons du mal à leur apporter à tous les aides dont ils ont besoin, car les routes sont impraticables et ces personnes sont disséminées dans des villages éloignés les uns des autres. Certaines personnes ont fui avec leurs enfants. Plusieurs réfugiés ont dormi dans la forêt pendant plusieurs semaines. Certains racontent avoir vu leurs proches être victimes de violences, ils se sont donc sentis en danger, et c'est pourquoi ils ont fui. Ils sont partis les mains vides.⁸²

Les réfugiés logent chez l'habitant, dans des écoles et bâtiments administratifs désaffectés ou dans « des tentes temporaires établies à la hâte à proximité des habitations de la communauté locale ».⁸³ Selon l'ONU, les acteurs humanitaires — HCR, SEMA, Caritas et des organisations plus petites — fournissent trois repas par jour et des articles non-alimentaires à 11 757 réfugiés.⁸⁴ Par ailleurs, ils prévoient de transférer « plus de 21 000 réfugiés dans des endroits plus sûrs et plus éloignés de la frontière ». En date du 6 juin 2018, près de 600 d'entre eux sont ainsi arrivés dans le village d'Anyake, où ils reçoivent un abri provisoire et un accès à l'eau.⁸⁵

⁸⁰ Présidence du Cameroun, Yaoundé. Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019, 19.06.2018. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6515-plan-d-assistance-humanitaire-d-urgence-nw-sw-20-06-2018 (17.08.2018).

⁸¹ Présidence du Cameroun, Yaoundé. Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019, 19.06.2018. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6515-plan-d-assistance-humanitaire-d-urgence-nw-sw-20-06-2018 (17.08.2018).

⁸² RFI, Paris. Nigeria: la crise humanitaire liée aux afflux de réfugiés camerounais, 25.01.2018. www.rfi.fr/fr/afrique/20180125-nigeria-crise-humanitaire-liee-afflux-refugies-camerounais (17.08.2018).

⁸³ Nations unies, New York. Réfugiés camerounais au Nigéria : le HCR alerte sur la vulnérabilité des femmes et des enfants, 19.01.2018. <https://news.un.org/fr/story/2018/01/1001951> / RFI, Paris. Cameroun anglophone: les communautés locales du Nigeria fragilisées, 15.02.2018. www.rfi.fr/afrique/20180215-reportage-nigeria-cameroun-anglophone-refugies / Reportage de contenu vraisemblable, mais de source non-identifiée: Jenny Ijang. Amana Refugee report, 10.03.2018. www.youtube.com/watch?v=ftI9FM_gpzY / Caritas, Rome. Ils nous chassent, 21.05.2018. www.caritas.org/2018/05/la-crise-au-cameroun/?lang=fr / The Guardian, Londres. "I don't know where my family is": Cameroon's refugees flee brutality, 07.06.2018. www.theguardian.com/global-development/2018/jun/07/cameroon-refugees-flee-ruthless-violence-nigeria (17.08.2018).

⁸⁴ UNHCR, Geneva. Cameroonian refugee situation, Nigeria, 5th May-1st June 2018. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/64057> (17.08.2018).

⁸⁵ UNHCR Nigeria. Today, we welcomed more Cameroonian refugees in Anyake settlement coming from Abande, 08.06.2018. <https://twitter.com/unhcrnigeria/status/1005153391990001664> (17.08.2018).

SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

La présente « Note » a été élaborée par l'Analyse sur les pays du SEM dans un délai limité, selon les [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine, sur la base de sources d'informations soigneusement choisies. Toutes les informations disponibles ont été recherchées, évaluées et traitées avec un grand soin. Toutefois, ce document ne prétend pas être exhaustif. Il ne permet pas non plus d'évaluer de manière concluante si une demande individuelle de statut de réfugié ou d'asile particulier est justifiée ou pas. Quand un événement précis, une personne ou une organisation particulière n'est pas évoqué dans ce document, cela ne signifie pas que l'évènement, la personne ou l'organisation en question n'existe pas. Le contenu de ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités.

Annexe 1 : Vie quotidienne et situation sécuritaire en zone anglophone

Preliminary remarks: *The analysis, views and opinions expressed are those of the interviewees and do not necessarily reflect the position of the Section Analyses (COI) of the State Secretariat for Migration (SEM). These two interviewees are known to the Section Analyses as informants, but do not know each other. They requested to remain anonymous and approved these transcripts as being a true reflection of the conversations held on the phone.*

Phone-interview with an inhabitant of Bamenda, 03.08.2018

SEM: How is the situation today in Bamenda?

Inhabitant of Bamenda (IBA): Today is quiet and there is the usual movement of security people. We still go out about our work. Yesterday in Bamenda there were so many checkpoints, both inside town and on the highroad. They check vehicles and motorbikes, ask for your ID card, and if you don't have one you are suspected to belong to the movement for independence. These security measures are common in the whole South-West and North-West regions.

SEM: Have you witnessed or heard of recent attacks?

IBA: On a daily basis, we hear of attacks from both sides. Yesterday I heard of military attacking a hospital. Information is difficult to check, sometimes people are caught in crossfire. Amba people [independence fighters] attack government structures and persons they consider as traitors.

SEM: Is there a curfew and since when?

IBA: For months, almost a year, there is curfew from 9 pm to 6 am.

SEM: Are ghost towns [villes mortes] still common and what does it mean?

IBA: Ghost towns happen every week, on Monday. During a ghost town, taxis and most private cars are not moving. Shops and markets are closed. In a part of Buea, some businesses are operating, but not elsewhere. Most people stay at home or they move by foot in their neighbourhood. Government offices are open. The universities of Bamenda and Buea are functioning, but regarding primary schools, 10 % to 20 % are functional: it is difficult to tell why and it depends to who you ask. Most people would like their children to go to school, but the enrolment for exam is very low.

SEM: How is the supply of goods and commodities?

IBA: Sometimes, the price rose a bit, but there is no problem of supply. Companies run by French people can be targeted, because France is known to support the Cameroonian government. In rural areas, it is more complicated, because there are hideouts of Ambaboyes [independence fighters]. If a government structure is attacked in a village or if Ambaboyes are around, then military go there, say they do not get cooperation of the population and attack common villagers. So it became difficult for farmers and if such attacks continue, we can have a food crises in towns as well.

SEM: Is it easy to travel in the region?

IBA: The common road from Kumba to Buea is barely used for security reasons: to go there you need protection. Security people use to escort vehicles driving along this road.

SEM: Is there a significant francophone minority in the South-West and North-West regions?

IBA: Many Francophones have left because the business climate is poor. The Ambazonian government [separatist movement] also asked them to move. The relationship between communities is normal and relaxed. In my neighbourhood, the communities are mixed, about 50 % are Francophones and we have common activities. The Anglophone crisis is mainly a government issue.

SEM: How does it look for displaced persons?

IBA: The number of IDP is increasing, even though I know a village that had been heavily attacked and where some people now have come back and monitor the situation. The conditions of displaced persons are diverse, some people are isolated and need shelter, those in farming areas are running out of food, while those in urban centres tend to live with relatives. There was a need assessment carried out by UNOCHA, and the Cameroonian government announced an emergency plan, but I do not know of any action that has started, aside one of *Médecins sans frontières* and some local NGOs. Another NGO might start providing food and non-food items soon.

Phone-interview with an inhabitant of Buea, 03.08.2018**SEM: How is the situation today in Buea?**

Inhabitant of Buea (IBU): Actually, I work for the University of Buea but live in a different town. My children lost one year of school in Buea, so we relocated. Now I am traveling every time, tomorrow I will be working on Campus. Even for exams we have to dress casually, in order to avoid being identified as going to school, because we could be treated as traitors by fighters. University is working with the protection of the campus police and national police, it has to be discrete.

Inside the town, if it's a hot neighbourhood, there will be army battalion standing ready for intervention. In the countryside, people didn't feel secure. To force people going out, it is alleged that government agents were entering people's houses, then many male inhabitants left their homes and started gathering in the forest. Rural areas are more difficult to secure as there is no school now, and schools are being burnt by unidentified individuals. Those who can afford take their children to Douala, Yaoundé or other towns. The Government protects the little few that are going to school, but it did not prevent the burning of schools.

SEM: Have you witnessed or heard of recent attacks?

IBU: There are usually shooting on Mondays, when everything is closed, and sometimes, on Tuesdays. It is mainly on these days, that there is confrontation. When there is an attack, it is difficult to know who is behind it. In rural areas most of the villages are empty. We are from the South West and many of our relatives are asking to relocate with us in the new town where we are living. Shootings can be heard, in an area of Buea, two people were killed. My daughter in university had to remain behind closed doors as she was hearing shootings. Most of the time we do not know who is involved. For example, in Buea and in my relatives' village, fighters might just appear and attack a police station.

SEM: Are ghost towns still common and what does it mean?

IBU: Ghost towns are organized by secessionists as a manifestation of their disapproval of government policy. They can be declared for a set or unspecified duration. In days of ghost town, no one has the right to go to work, open a shop or even travel. It is a form of nonviolent and silent demonstration.

During ghost towns, it happens that when you close your shop, the government interprets that you are following the movement for independence: last week, Buea's mayor sealed the shops because they did not open on Monday, and there was a shortage of provisions for one week. Some shops were selling by opening their back door. Two days ago shops reopened and they had to make new provisions.

SEM: Is it easy to travel in the region?

IBU: There are checkpoints everywhere. In the major streets that leads into the town, roads are blocked by the police and there is only one way to enter and go out of town. Everyone but the driver has to go out and queue to be checked. When you submit papers, you do not have issue. From Douala to Buea is about 70 km, on that way you have three checkpoints like that. At some of the checkpoints everything is checked, including the car.

SEM: Is there a curfew and since when?

IBU: There is no official curfew for now, but there has been repeatedly these last six months and even before. Last 1st October it was forbidden to access town and travel out. Most people prefer to stay inside from around 8 pm, the streets are very quiet, shops and joints are closed.

SEM: Is there a significant francophone minority in South-West and North-West regions?

IBU: If you take the police, the administration and other government agencies, Francophones are in majority. The University of Buea is also admired by the francophone population, who is enrolling its children there. There is a growing mixed population. Many Francophones left, but not all. Those into agriculture and petty traders, inclusive Anglophones, have left because business is bad. My family is in a neighbouring francophone town and we are preparing to host 16 people for the new academic year.

Annexe 2 : Nombre de personnes déplacées par zone, mai 2018



From: Emergency Response Plan. Cameroon North-West and South-West, Summary, by UNOCHA, © 2018 United Nations. Reprinted with the permission of the United Nations. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> (25.09.2018).